



RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

DE L'ATELIER SUR

“L'AUGMENTAION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER (IDE) VERS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI”

30 Septembre – 01 Octobre 2013, Ankara, République de la Turquie

1. En conformité avec la résolution de la 28^{ème} Session du Comité Permanent Pour La Coopération Economique Et Commerciale De L'Organisation De La Conférence Islamique (COMCEC), le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le Bureau de Coordination du COMCEC, le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et, en collaboration avec, l'Agence Turque de Promotion et de Soutien à l'Investissement (ISPAT) a organisé un atelier le 30 Septembre - 01 Octobre 2013 à Ankara, République de Turquie comme un événement préparatoire aux Sessions Ministérielles d'Echanges de Points de Vues sur le thème «Accroître l'Investissement Direct à l'Etranger (IDE) vers les Pays Membres de l'OCI» au cours de la 29^{ème} Session du COMCEC, qui se tiendra à Istanbul du 18 au 21 Novembre 2013.

2. Les représentants des agences nationales de promotion des investissements et d'autres institutions nationales et ministères concernés dans les États Membres suivants ont participé à l'atelier:

1. République d'Afghanistan
2. République d'Azerbaïdjan
3. République Populaire du Bangladesh
4. République de Côte d'Ivoire
5. République d'Indonésie
6. République du Kazakhstan
7. Etat du Koweït
8. Malaisie
9. Royaume du Maroc
10. Sultanat d'Oman
11. Royaume d'Arabie Saoudite
12. République du Sénégal
13. République du Togo
14. République de Turquie

3. En outre, les représentants du Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (ICCIA) et le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) ont participé à l'atelier.

4. L'Atelier a été également assisté par des experts de l'Association Mondiale des Organismes de Promotion des Investissements (WAIPA), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUUDI), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Université de l'Economie d'Izmir, la Turquie et l'Université de Bilkent, Turquie.

Session d'Ouverture

5. Suite à la récitation du Saint Coran, le message de S.E Prof Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire Général de l'OCI, a été lu par S.E Amb. Mouhamadou Doudou Lo, Directeur Général du Département des Affaires Economiques au Secrétariat Général de l'OCI. Les déclarations et les allocutions d'ouverture ont été également faites par M. Hussein K. JAMA, Conseiller auprès du Président Directeur Général de la Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation (ICIEC), membre du Groupe de la BID, M. Selçuk Koç, Directeur de Bureau de Coordination du COMCEC, et le Professeur Savas Alpay, Directeur Général du SESRIC.

6. Dans leurs allocutions d'ouverture, les intervenants ont souligné l'importance du rôle de l'IDE dans la croissance économique et le processus de développement dans les pays membres. Ils ont insisté sur la part modeste des pays de l'OCI dans les flux d'IDE totaux mondiaux et ont souligné la nécessité d'accroître ces flux, en particulier les flux d'investissements intra-OCI. Dans ce contexte, les intervenants ont souligné l'importance de l'atelier afin d'identifier les principaux obstacles et défis communs auxquels sont confrontés les pays membres dans la création d'un environnement propice à l'investissement et ont exprimé la nécessité de renforcer la coopération entre les pays membres dans ce domaine important par le biais, entre autres, du partage des connaissances et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Sessions de Travail

7. Pendant les sessions de travail, les représentants des agences nationales de promotion des investissements et d'autres institutions nationales et ministères concernés dans les pays de l'OCI ainsi que les représentants des institutions de l'OCI et internationales concernées et certains universitaires, ont fait des présentations sur divers aspects liés aux thèmes des sessions de travail, à savoir: (1) Tendances des Flux Mondiaux et Régionaux d'IDE; (2) Enjeux et Défis pour attirer l'IDE dans les Pays Membres de l'OCI, (3) Les Expériences des Pays, les Meilleures Pratiques et Leçons pour les Pays de l'OCI – I I, et (4) La Voie à Suivre: les Solutions et les Initiatives Visant à Renforcer le Rôle de l'IDE dans les Efforts de Développement des Pays de l'OCI. La dernière session de travail a été désignée à la synthèse et la rédaction des recommandations.

Session 1: Tendances des Flux Mondiaux et Régionaux d'IDE

8. Dr Umut Unal, Chercheur au SESRIC, a fait une présentation intitulée «Situation Actuelle de l'IDE dans les Pays de l'OCI». Dans sa présentation, le Dr Unal a souligné la performance insatisfaisante des pays de l'OCI dans l'attraction des IDE. Il a souligné l'hétérogénéité dans les pays membres de l'OCI indiquant que les entrées et les sorties d'IDE sont concentrés dans seulement quelques pays d'entre eux. Il a également souligné la nécessité de prendre certaines mesures pour créer un environnement propice pour attirer davantage d'IDE.

9. Mme Nicole Moussa, Responsable des Affaires Economiques dans la CNUCED, a fait une présentation intitulée «Approche Préliminaire à l'IDE intra-OCI». Dans sa présentation, Mme Moussa a souligné l'importance de la collecte des données comme la principale priorité de la stratégie de promotion des IDE. Elle a également souligné la contribution des projets Greenfield d'IDE annoncés à la hausse des flux d'IDE entrants et sortants à destination et en provenance des pays de l'OCI.

10. Le Professeur Hakan Yetkiner, Université de l'Economie d'Izmir, a présenté un document intitulé "Tendances des Flux d'IDE Mondiaux et Régionaux et Ce qu'Il Faut Faire pour Attirer Davantage d'IDE à l'OC». Le document met en évidence les problèmes mondiaux et les problèmes spécifiques à l'OCI qui empêchent l'attraction davantage d'IDE. À cet égard, il a particulièrement insisté sur la confiance faible des investisseurs comme l'un des inconvénients majeurs.

11. M. Bocar Sall Mamoudu, Directeur de la Recherche et des Etudes au CIDC, a fait une présentation intitulée «L'IDE dans les Etats Membres de l'OCI: Situation Actuelle et Perspectives». Il a souligné l'importance du commerce et de l'IDE dans le développement économique et les principaux obstacles qui entravent le développement des IDE dans les pays de l'OCI. Il a également mentionné certaines stratégies proposées qui doivent être développées pour attirer davantage de flux d'IDE vers les pays de l'OCI.

Session 2: Enjeux et Défis pour attirer l'IDE dans les Pays Membres de l'OCI

12. M. Hussein K. Jama, Conseiller auprès du Président Directeur Général, ICIEC a fait une présentation intitulée «Défis dans l'Attraction des IDE aux Pays Membres de l'OCI». Dans sa présentation, M. Jama a mis en évidence les tendances récentes des flux d'IDE vers les Pays Membres de l'OCI et a souligné que ces flux sont faibles et qu'il est nécessaire de fournir beaucoup d'efforts pour les augmenter. Il a également présenté certains défis majeurs auxquels sont confrontés les pays membres dans l'attraction davantage de flux d'IDE. Étant donné que ces défis sont différents selon les pays, il a souligné que chaque pays hôte doit adapter ses besoins à ses caractéristiques, avec une politique cohérente pour attirer l'IDE.

13. M. Murat Alici, Directeur Général Adjoint, Direction Générale des Incitations à l'Investissement Etranger Direct, Ministère de l'Economie de la République de Turquie, a fait une présentation intitulée «Programme de Réforme du Climat d'Investissement en Turquie». Dans sa présentation, M. Alici s'est concentré sur le rôle des politiques gouvernementales visant à attirer l'IDE et les aspects clés de la

création d'un meilleur environnement d'investissement pour les investisseurs en Turquie. Il a informé les participants sur le Programme de Réforme du Climat d'Investissement réalisés depuis 2002 en Turquie et a partagé l'expérience de la Turquie en soulignant les efforts du Conseil de Coordination pour l'Amélioration de l'Environnement d'Investissement dans ce domaine.

14. Prof Selin Sayek, Université de Bilkent, a fait une présentation intitulée «Comment attirer l'IDE?». La présentation a porté sur les résultats de la littérature et les études universitaires connexes. Dans sa présentation, elle a souligné l'importance des facteurs spécifiques qui influencent l'IDE, y compris mais sans s'y limiter, la stabilité politique, les dotations en facteurs, les prix des facteurs et les risques macroéconomiques.

15. M. Carlos Bronzatto, Président Directeur Général, WAIPA, a fait une présentation intitulée «Attraction d'IDE: les Quatre Domaines Essentiels et Défis». Dans sa présentation, M. Bronzatto a informé les participants sur le rôle de la WAIPA dans l'amélioration de la coopération entre les organismes de promotion des investissements individuels (API).

16. Dr. Cem Tintin, Chercheur à SESRIC, a fait une présentation d'un document intitulé «Les Institutions s'intéressent-elles aux IDE? Expérience des Pays de l'Europe Centrale et Orientale ». Le document s'intéresse aux facteurs déterminants des flux agrégés d'IDE dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale. En particulier, il examine le rôle des facteurs institutionnels et si et comment les déterminants des flux d'IDE diffèrent selon les trois principaux secteurs (primaire, manufacturier et services) dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Session 3: Les Expériences des Pays, les Meilleures Pratiques et Leçons pour les Pays de l'OCI – I

17. M. Guyub Sagotrah Wiros, Directeur de la Coopération Internationale de l'Entreprise, Le Conseil de Coordination des Investissements de l'Indonésie (BKPM), a fait une présentation intitulée "Performance de l'Indonésie et les Possibilités d'Investissement». Après avoir souligné l'environnement d'investissement de l'Indonésie, M. Wiros a fourni des informations sur les politiques et les initiatives de BKPM pour stimuler l'investissement en Indonésie. Enfin, il a présenté les détails du plan directeur pour l'accélération et l'expansion du développement économique de l'Indonésie.

18. M. Saleh Al Saif, Surveillant Principal, Autorité Saoudienne Générale d'Investissement (SAGIA), a fait une présentation intitulée «IDE en Arabie Saoudite, Histoire d'une Réussite». La présentation décrit l'histoire de l'Arabie Saoudite dans l'attraction des IDE par SAGIA (Autorité Saoudienne Générale d'Investissement), et souligne les politiques et les activités de promotion et d'attraction de plus de 150 milliards de dollars américains comme investissement direct à l'étranger au marché Saoudien au cours des six dernières années.

19. M. Ahmet Ihsan Erdem, Directeur de Projet, l'Agence Turque de Promotion et de Soutien à l'Investissement (ISPAT), a fait une présentation intitulée «Promotion de l'Investissement et Facilitation dans la Pratique: Le Cas d'ISPAT ». Dans sa présentation, il a souligné les principales activités de

promotion et de soutien d'ISPAT en fournissant quelques exemples d'investissements récents attirés par leur soutien institutionnel.

Session 4: Les Expériences des Pays, les Meilleures Pratiques et Leçons pour les Pays de l'OCI - II

20. M. Faisal Al-Hinai, Exécutif de Promotion d'Investissement, L'Autorité Publique pour la Promotion de l'Investissement et le Développement des Exportations (PAIPED), a fait une présentation intitulée «L'Expérience d'Oman dans la Promotion des Investissements ». La présentation a porté sur les services fournis par la PAIPED pour les investisseurs afin d'accroître l'IDE. Il a souligné les forfaits et les incitations proposés par l'Aria industrielle et les zones franches à l'investisseur pour le même objectif d'augmenter les IDE.

21. M. Arham Abdul Rahman, Directeur, Autorité Malaisienne de Développement des Investissements (MIDA), a fait une présentation intitulée «L'Expérience de la Malaisie dans l'Attraction d'IDE ». Après avoir fourni des informations sur les fonctions du MIDA et un bref compte rendu du développement économique de la Malaisie au cours des dernières décennies, M. Arham Abdul Rahman a présenté les approches stratégiques clés adoptées par MIDA qui comprennent, entre autres, l'approche éco systémique qui permettra au gouvernement d'éliminer les incitations fiscales élevées et croissantes pour attirer les IDE.

Session 5: La Voie à Suivre: les Solutions et les Initiatives Visant à Renforcer le Rôle de l'IDE dans les Efforts de Développement des Pays de l'OCI

22. M. Mehdi Fakheri, Directeur Général, Centre de Recherche et d'Information de la Chambre Islamique (ICRIC), représentant ICCIA, a présenté un exposé intitulé «Les Flux d'IDE vers les Pays de l'OCI: Les Modalités pour les Augmenter, et en Tirer Profit ». En se concentrant sur les principales statistiques de l'IDE dans la région de l'OCI, M. Fakheri a souligné certaines questions de politique qui pourraient être utiles pour attirer les flux d'IDE vers les pays de l'OCI.

23. M. Suleyman Yilmaz, Directeur, Centre de l'ONUDI pour la Coopération Régionale en Turquie, a fait une présentation intitulée «L'ONUDI et la Plateforme de Contrôle l'Investissement (IMP) ». La présentation a souligné que correspondre les attentes des investisseurs étrangers avec les investisseurs locaux qualifiés et compétents demeure un grand problème dans de nombreux pays en développement. Dans ce contexte, M. Yilmaz a souligné la Plateforme de Contrôle l'Investissement (IMP), qui est un outil global basé sur le Web, développé par l'ONUDI pour analyser, chercher et partager et qui vient d'être lancé pour 19 pays Africains, qui héberge des données approfondies sur près de 7.000 entreprises dans les pays cibles.

24. M. Ahmet Okur, Expert, Bureau de Coordination du COMCEC, a fait une présentation intitulée «La Stratégie du COMCEC et l'Augmentation des Flux d'IDE vers la Région du COMCEC ». La

présentation a porté sur la stratégie du COMCEC et les nouveaux mécanismes introduits par cette stratégie, à savoir: les Groupes de Travail et la Gestion du Cycle de Projet (GCP).

Résultat de l'Atelier

A. Défis, Obstacles et Problèmes

25. Au cours des discussions générales et des délibérations, les participants ont souligné les défis, les obstacles et les problèmes suivants, auxquels de nombreux pays membres de l'OCI font encore face dans leurs efforts pour attirer davantage de flux d'IDE:

- L'insuffisance des capacités de promotion des investissements, en particulier celles adressées à la construction de l'image et l'image de marque de la nation. Les investisseurs étrangers ne semblent toujours pas être au courant des politiques principales, des plans de développement, des besoins et des potentialités des secteurs économiques de nombreux pays de l'OCI.
- L'inefficacité des cadres réglementaires juridiques et institutionnels d'investissement pour faciliter le démarrage de nouvelles entreprises, les propriétés d'enregistrement, l'octroi de licences, l'exécution des contrats, la protection des investisseurs et la gestion du mécanisme de règlement des différends.
- L'insuffisance des infrastructures et des investissements dans les compétences et les technologies modernes pour renforcer les capacités productives.
- La petite taille (souvent informelle) du secteur privé et la faiblesse du secteur financier et bancaire.
- L'importance du risque politique, les conflits et l'instabilité économique.
- Le manque de statistiques et d'informations fiables et actualisées sur les flux d'IDE vers et entre les pays de l'OCI.

B. Recommandations

26. A la lumière de ces défis, obstacles et problèmes, les participants ont formulé un ensemble de recommandations politiques qui conduirait à créer un environnement favorable propice à la circulation et la présence d'IDE à long terme en vue de l'accroissement des flux d'IDE vers les pays de l'OCI. Ces recommandations sont proposées au niveau national et au niveau de la coopération de l'OCI comme suit:

Au Niveau National:

1. Les pays membres devraient garantir un engagement national clair pour créer un environnement nécessaire propice à l'investissement qui permettra de promouvoir et d'encourager l'investissement national et étranger. Ceci doit être soutenu par les législations nationales, les stratégies et les mécanismes institutionnels, y compris les API.

2. L'élaboration de politiques cohérentes et efficaces visant spécifiquement à attirer davantage d'IDE, à travers, notamment, le développement et l'amélioration du cadre d'investissement approprié et l'amélioration de l'environnement des affaires, avec un accent particulier sur certains points importants d'IDE tels que la liberté de contrôle des investissements, la convertibilité, les réformes de marché, la stabilité politique et les cadres juridiques pour faire des affaires.
3. Les pays membres devraient exercer leurs efforts pour améliorer leur attractivité de la prospective des investisseurs étrangers à travers le renforcement de la combinaison de deux ensembles de déterminants des IDE: (1) les déterminants économiques: notamment les facteurs économiques traditionnels tels que la disponibilité des matières premières à faible coût, la main-d'œuvre qualifiée, et l'infrastructure physique adéquate, et (2) les facteurs ou cadres institutionnels axée sur les politiques pour les IDE: inclut des facteurs tels que les règles et les normes concernant l'admission, le traitement et le fonctionnement des entreprises étrangères (facilitation du commerce), et les politiques sur le fonctionnement et la structure de marché interne comme la politique commerciale, la politique de privatisation, et la politique fiscale.
4. Le cadre de l'investissement institutionnel et juridique devrait accorder une attention particulière à la transparence, la reconnaissance de la propriété privée, la sécurisation des droits de propriété industrielle et intellectuelle, la liberté de contrat et le contrôle et la responsabilité de l'entreprise, la lutte contre les monopoles privés et publics, la réforme fiscale et les politiques environnementales à long terme.
5. La création d'installations matérielles et physiques intégrées d'infrastructure propices au développement industriel, l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre locale et la recherche de mise à niveau technologique. Une attention particulière devrait être accordée aux infrastructures clés, en particulier l'énergie, les transports et les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'améliorer la compétitivité du pays.
6. Améliorer les liens entre le secteur privé et le système financier par des mesures et des politiques liées aux facilités de crédit pour le secteur privé, les marchés de capitaux et les liens, plus larges, plus profonds et plus efficaces, dans la mesure du possible, aux marchés financiers internationaux. Cela devrait être fait par le renforcement de la capacité et l'efficacité du système financier et l'encouragement de la création de cadres juridiques et financiers modernes qui intègrent la primauté du droit et la comptabilité internationale et les normes d'audit ainsi que la gouvernance d'entreprise et les arrangements de faillite qui répondent aux normes mondiales.
7. Des efforts devraient être fournis pour faciliter les flux des ressources financières à travers les frontières, notamment ceux de l'IDE, en supprimant progressivement les restrictions aux mouvements de capitaux et en assurant la protection et les garanties des investissements, en soutenant le capital-risque et d'autres types de financement des risques, les incitations fiscales, le développement des règlements d'affaires les moins lourds et des droits de propriété bien définis, et en encourageant la création de zones économiques spéciales et le libre-échange et des zones franches d'exportation.

8. Améliorer les conditions du marché de travail pour permettre aux entreprises étrangères de puiser dans un marché de travail qualifié. À cet égard, une attention particulière devrait être accordée au renforcement des capacités des ressources humaines pour investir dans des techniciens, des travailleurs et des responsables qualifiés et bien formés. Tout aussi importants sont les exigences de transparence et de flexibilité des marchés de travail et la liberté de mouvement de la population active.

Au Niveau de la Coopération de l'OCI

1. Signer des accords et des traités bilatéraux, multilatéraux et régionaux d'investissement de caractère mutuellement bénéfique entre les pays membres de l'OCI afin de faciliter les flux de capitaux et stimuler l'investissement intra-OCI et étrangers et pour éviter l'impact négatif des politiques nationales d'investissement souvent contradictoires.
2. Développer et adopter de nouvelles modalités et approches pour accroître les investissements intra-OCI en encourageant, entre autres, les projets d'investissement conjoints aux niveaux régional et sous régional de l'OCI, en concluant des contrats entre les industriels des pays membres en vue d'échanger des informations et expériences, promouvoir et financer des coentreprises entre des investisseurs privés des pays membres, et encourager les investissements réciproques dans les zones économiques et de libre-échange spéciaux.
3. Développer les programmes de renforcement des capacités et de partages d'expériences à mettre en œuvre à travers un réseau efficace entre les API nationaux dans les pays de l'OCI.
4. Encourager les institutions concernées de l'OCI, en particulier le SESRIC, le Groupe de la BID, et l'ICCIA, à mener des activités axées sur la facilitation de l'échange de connaissances, d'expérience et de bonnes pratiques entre les pays membres, en vue d'améliorer les flux d'IDE dans la région de l'OCI et de l'IDE du reste du monde.
5. Encourager le développement d'un portail opérationnel de partage d'information en ligne de l'OCI pour fournir des informations sur les possibilités d'investissement dans les pays de l'OCI, les sources de financement nationales, régionales et internationales, les lois et la réglementation, les nouvelles technologies et le savoir-faire en collaboration avec l'ONUDI et les institutions concernées de l'OCI.
6. Développer des bases de données sur l'investissement dans les pays de l'OCI, y compris des informations sur les opportunités d'investissement, les investisseurs potentiels, etc. et partager les expériences entre les pays membres pour le développement de l'environnement favorable aux affaires et un cadre réglementaire approprié pour la promotion des investissements intra-OCI.
7. Appeler les pays membres à utiliser et profiter des installations et des programmes des entités concernées de la BID, comme la Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits

à l'Exportation (ICIEC), la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (ICD) et la Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (ITFC).

8. Souligner l'importance de la stratégie du COMCEC pour l'amélioration de la mobilité des capitaux et l'augmentation des flux d'IDE dans la région du COMCEC, l'atelier a encouragé les pays membres et les institutions concernées de l'OCI à utiliser et bénéficier des instruments opérationnels de la stratégie du COMCEC à savoir, les groupes de travail et le financement des projets du COMCEC.
